

# Sélection d'article sur la politique suisse

Requête	<b>24.04.2024</b>
Thème	<b>Crédit et monnaie</b>
Mot-clés	<b>Ministère public de la Confédération</b>
Acteurs	<b>Schneider-Ammann, Johann (fdp/plr) BR WBF / CF DEFR, Maurer, Ueli (svp/udc) BR EFD / CF DFF</b>
Type de processus	<b>Sans restriction</b>
Date	<b>01.01.1990 - 01.01.2020</b>

# Imprimer

## Éditeur

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Contributions de

Zumofen, Guillaume

## Citations préféré

Zumofen, Guillaume 2024. *Sélection d'article sur la politique suisse: Crédit et monnaie, Ministère public de la Confédération, 2017*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), téléchargé le 24.04.2024.

# Sommaire

<b>Chronique générale</b>	<b>1</b>
<b>Economie</b>	<b>1</b>
Crédit et monnaie	1
Banques	1

## Abréviations

**FINMA** Eidgenössische Finanzmarktaufsicht  
**BJ** Bundesamt für Justiz  
**DFS** Department of financial service

---

**FINMA** Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers  
**OFJ** Office fédéral de la justice  
**DFS** Department of financial service

# Chronique générale

## Economie

### Crédit et monnaie

#### Banques

**MOTION**  
DATE: 14.12.2017  
GUILLAUME ZUMOFEN

Depuis 2016, l'affaire des **Panama Papers** secoue la sphère financière internationale. Ces secousses n'épargnent pas la Suisse. L'Autorité de surveillance financière de l'Etat de New York (DFS) a notamment ouvert une enquête à l'encontre du Credit Suisse. Philipp Hadorn (ps, SO) a déposé une motion qui charge le Conseil fédéral de déterminer si, dans l'affaire des Panama Papers, les prestataires financiers helvétiques ont respecté la législation suisse en matière d'évasion fiscale. Il propose que la FINMA et le Ministère public de la Confédération entament une **procédure d'entraide administrative ou judiciaire** avec le DFS américain. Face à cette requête, le Conseil fédéral s'est montré sceptique. Ueli Maurer a notamment souligné, dans son intervention devant la chambre du peuple, que la FINMA et le Ministère public de la Confédération étaient deux autorités indépendantes du gouvernement et du Parlement, et que l'Office fédéral de la justice (OFJ) n'avait pas reçu de demande d'entraide de la part des autorités américains. Lors du vote, seul le PS et les Verts ont voté en faveur de la motion qui a donc été rejetée par 133 voix contre 55 et 2 abstentions.<sup>1</sup>

---

1) BO CN, 2017, pp.2168 s.